

An illustration depicting a diverse group of women participating in a march. In the foreground, a woman with long blonde hair in a green striped dress walks alongside a woman with dark curly hair in an orange top who is holding a large pink flag with a white female symbol. Behind them, other women are visible, including one in a purple coat and another in a wheelchair. The background features more flags and a bright, sunny atmosphere. The text is overlaid on a semi-transparent white box in the lower-left quadrant.

Une histoire brève
de la
Marche
mondiale
des femmes



La marche mondiale des femmes est commencée depuis des millénaires. Nous venons de très loin et nous ne sommes pas encore arrivées à destination. Il y a moins d'un siècle – un soupir dans l'histoire –, les femmes n'avaient aucune identité professionnelle, civile, politique ou sociale. Pourtant, dès le commencement de l'oppression des femmes, dès le commencement des civilisations, des femmes sont montées aux barricades, au nom de toutes les femmes. Elles ont cassé les cages, elles ont ouvert les portes. De tout temps, des femmes ont parlé à voix haute malgré les bâillons, des femmes ont écrit leur version du monde malgré les entraves, au nom de toutes les femmes. De tout temps, des femmes ont eu du plaisir malgré les interdictions. De tout temps, nous avons eu la débrouillardise des opprimés. Nous n'avons jamais été muettes : on a ignoré notre parole. Mais rien ne nous arrêta. Rien ne nous arrêtera.¹

¹ Manifeste écrit par Hélène Pedneault, lu le 14 octobre 2000 lors du rassemblement national à Montréal de la Marche mondiale des femmes. [En ligne] www.lautreparole.org/manifeste-des-femmes-du-quebec-de-lan-2000/ (consulté le 5 juin 2020)

1995 La genèse : la Marche *Du pain et des roses*



Le 26 mai 1995, répondant à l'appel de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), des centaines de femmes chaussent leurs souliers et marchent vers Québec réclamant : du pain et des roses. Elles réclament du gouvernement québécois des changements visant l'amélioration de leurs conditions économiques par le biais de neuf revendications essentielles. Pendant 10 jours, 3 contingents de marcheuses reçoivent l'appui massif de la population. Le 4 juin 1995, après avoir parcouru 200 km, les marcheuses sont accueillies par une foule de 15 000 personnes rassemblées devant l'Assemblée nationale. La Marche *Du pain et des roses* écrit ainsi une page de l'histoire du Québec.

Du pain pour les besoins essentiels et des roses pour une meilleure qualité de vie. Les 850 marcheuses, appuyées par des milliers de femmes, réclament de meilleures conditions de vie et de travail pour elles-mêmes, pour leurs mères, leurs sœurs, leurs amies, leurs voisines, pour toutes les femmes.

*Du pain et des roses
Pour changer les choses
Du pain et des roses
Pour qu'on se repose
Du pain et des roses²*

2 Hélène Pedneault (paroles) et Marie-Claire Séguin (musique) (1995), *Du pain et des roses*, Fédération des femmes du Québec.
[En ligne] bv.cdeacf.ca/documents/AUDIO/722.mp3 (consulté le 5 juin 2020).

Du pain et des roses, l'origine d'un slogan

La grève du textile de Lawrence, connue comme la grève *Du pain et des roses*, est une grève d'ouvrières immigrantes, et probablement de quelques Québécoises, de la ville de Lawrence au Massachusetts, en 1912. Quand les tisserandes polonaises des Everett Cotton Mills réalisent que leur patron avait réduit leur paie de 32 cents, elles arrêtent les machines et quittent l'usine en criant : « *Short pay, short pay!* ». Les travailleuses et travailleurs des autres usines les rejoignent le jour suivant et, en une semaine, plus de 20 000 travailleuses se rallient à la grève. C'est lors de cette célèbre grève que le slogan *Bread and Roses* apparaît sur les pancartes des femmes grévistes pour la première fois.

*Trouvons des trouvailles
Pour que l'on travaille
Guettons les ghettos
Nous sommes égaux
Blanches, blondes et brunes
Nous voulons la lune
Rousses, grises et noires
Nous parlons d'espoir³*

3 Idem.

Cette mobilisation extraordinaire est le point culminant de différentes luttes qui permettent d'obtenir des gains importants :

- une augmentation du salaire minimum ;
- la *Loi sur l'équité salariale* ;
- la réduction du temps de parrainage de 10 à 3 ans pour les femmes immigrantes parrainées par leur conjoint.

*La Marche Du pain et des roses
est l'étincelle qui a embrasé
un rêve fou – une marche des
femmes à l'échelle mondiale.*

Un projet grandiose lancé comme une bouteille à la mer

Fin août 1995, une importante délégation du mouvement des femmes québécoises participe au Forum mondial des organisations non gouvernementales (ONG) sur les femmes à Huairou, forum parallèle à la IV^e Conférence mondiale sur les femmes de l'ONU à Beijing en Chine. C'est lors de cet événement marquant de solidarité internationale que des Québécoises lancent l'idée d'une marche mondiale des femmes, comme on lance une bouteille à la mer.

Un atelier est inscrit dans la multitude des activités proposées. Une vingtaine de femmes répondent à l'invitation. Elles sont originaires de plusieurs pays d'Asie et d'Afrique, de la France, des États-Unis et du Canada. Plusieurs Québécoises, des « marcheuses », portant fièrement le dossard de la Marche *Du pain et des roses* animent l'atelier. Une vidéo est présentée ; les images valent mille mots. Étonnées, les participantes demandent pourquoi des centaines de femmes ont marché

200 km à pied. On leur raconte la pauvreté des femmes au Québec en indiquant qu'il existe un Sud au Nord. On leur explique les revendications. Et, surtout, on raconte la solidarité tissée serrée, kilomètre par kilomètre. Une Africaine raconte comment les femmes de son pays ont elles aussi organisé une marche. On y présente l'idée de ce projet fou d'organiser une marche mondiale des femmes en l'an 2000.

Des femmes de partout qui marcheraient pour dénoncer les politiques du Fonds monétaire international, pour exiger des pays membres de l'ONU des gestes concrets pour contrer la pauvreté des femmes. Tout un défi ! Mais peut-être que, si l'on s'y met toutes, tout sera possible.

*Donnons-nous la main
La terre est une femme
Entendez nos âmes
Ne soyez pas sourds
Nous parlons d'amour⁴*

Le projet est lancé. Fin septembre 1995, les membres de la FFQ, réunies en assemblée générale, décident de former un comité de travail, dont le mandat est de commencer à développer le projet d'une marche mondiale des femmes. Lors de cette assemblée, le projet ne soulève pas un enthousiasme délirant.

Néanmoins, lors des premières rencontres du comité, on s'entend rapidement sur la nécessité d'élargir les revendications à la lutte contre la violence faite aux femmes. Ce sera donc un projet de marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence qui sera soumis pour l'an 2000.

4 Idem.

Plusieurs, essouffées par l'immense mobilisation de la Marche *Du pain et des roses*, pensent que ce n'est pas réaliste d'engager la FFQ dans un projet d'une telle envergure. Des groupes de femmes dans le monde entier sont contactés par le biais du vaste réseau des ONG de solidarité internationale du Québec. Enthousiastes, les militantes de la première heure affirment : « Si 10 pays embarquent, on le fait ! »

La réponse à cet appel est une véritable vague déferlante.

Lors de l'assemblée générale annuelle de 1996, c'est sous les applaudissements nourris de ses membres que la FFQ s'engage à mener ce projet à terme. Les sceptiques sont confondues.

Le contexte

C'est dans un monde de plus en plus « mondialisé » que cette idée d'une marche mondiale des femmes fait son chemin.

Un monde construit par la force conjugée de deux systèmes de domination : le patriarcat et le capitalisme néolibéral. Deux systèmes dominants qui se nourrissent l'un l'autre et qui se renforcent mutuellement.⁵

5 Denise Dextraze (1999), *Marche mondiale des femmes en l'an 2000 : cahier des revendications mondiales*, Montréal, 41 p.

La mondialisation de l'économie des marchés se développe en fonction des grandes entreprises et des multinationales. Elle appauvrit un nombre croissant de femmes, tant au nord qu'au sud. On assiste également à une multiplication de conflits armés dans des régions pauvres qui touchent particulièrement les femmes et les enfants. Les violences à l'égard des femmes continuent d'être une réalité universelle : violence conjugale, agressions sexuelles, mutilations sexuelles et viols systématiques en temps de guerre.

L'origine de la Marche mondiale des femmes

C'est dans la foulée du succès de la Marche *Du pain et des roses* que l'idée d'entreprendre une marche mondiale des femmes pour marquer le début du XXI^e siècle germe dans l'imaginaire de militantes québécoises et de déléguées de plusieurs pays du sud venues se joindre à cette grande mobilisation.

*Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !
Femmes de fougue, femmes de courage
Femmes de solidarité
Femmes à l'œuvre et femmes en marche
Femmes de cœur et d'amitié⁶*

6 Judi Richards, Kathia Rock, N'tshukuss Vollant, Janet Lumb, Karen Young, Marie-Hélène Montpetit, en collaboration avec Lyne Dallaire et Carolyne Harvey, *Pour que ça change*, chanson thème de la Marche mondiale des femmes.



1998 En marche vers l'an 2000

C'est à Montréal, le 18 octobre 1998, qu'a lieu la 1^{re} Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes. Des dizaines de militantes mettent la main à la pâte pour préparer cet événement extraordinaire. L'excitation est à son comble et, avouons-le, l'inquiétude aussi !

En deux jours, une plate-forme de 17 revendications mondiales pour l'élimination de la pauvreté et de la violence envers les femmes est adoptée. De plus, un engagement est pris pour l'organisation d'une marche mondiale des femmes à la grandeur de la planète en 2000.

C'est à partir de cette rencontre historique que commence le travail concret de mobilisation locale pour l'action internationale.

2000

Une année d'actions⁷



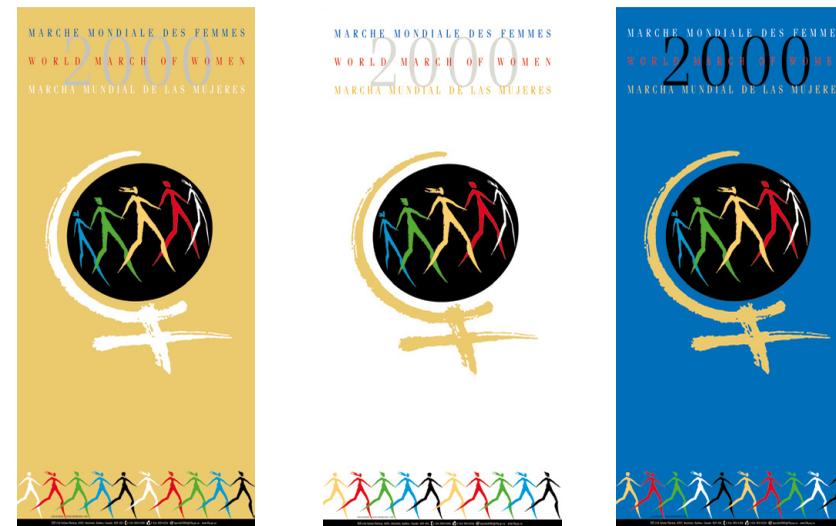
La toute première Marche mondiale des femmes

On se souviendra longtemps de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. En octobre, ce sont 6 000 ONG réparties dans 161 pays et territoires qui ont défilé dans leurs villages, dans leurs quartiers, dans leurs villes et devant le siège de leur gouvernement.

Des centaines de milliers, voire des millions de femmes et d'hommes appuient les revendications portées par la Marche mondiale des femmes.

En un temps record, soit à peine sept mois, 5 084 546 signatures sont recueillies pour exiger des décideurs politiques et économiques un changement de cap radical à l'échelle mondiale pour mettre un terme définitif à la pauvreté et à toutes les formes de violence envers les femmes.

⁷ Sources : Fédération des femmes du Québec (2000), *Quelques pas pour lutter contre la violence faite aux femmes... Mais des miettes pour les personnes pauvres*, communiqué de la FFQ du 12 octobre 2000.
Fédération des femmes du Québec (2000), *Une marche pour imaginer un autre monde*, communiqué de la FFQ du 22 décembre 2000.



Conception du logo et de l'affiche : Marie Rouleau et Yves Paquin, © 1998, rouleupaquin.com

Des résultats

Le 16 octobre 2000, une délégation internationale de femmes réussit à rencontrer les dirigeants du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Le lendemain, c'est au tour de la Secrétaire générale adjointe des Nations unies de recevoir les déléguées, pendant que 10 000 femmes venues de tous les continents manifestent dans les rues de New York. Les dénonciations vigoureuses de la part des femmes se butent à des discours bureaucratiques ou empreints de suffisance de la part des institutions.

À l'échelle locale, la Marche mondiale des femmes permet quelques avancées : dans certains pays d'Afrique, comme au Burkina Faso ou au Mozambique, les coordinations nationales de femmes obtiennent pour la première fois de leur histoire une rencontre avec les dirigeants gouvernementaux où elles peuvent y exposer leurs préoccupations. Au Venezuela, la violence conjugale est enfin

reconnue comme un acte criminel. Au Maroc, une manifestation en appui aux changements souhaités au *Code de la famille* permet de progresser sur ce terrain. À Bruxelles, le 14 octobre, 30 000 femmes d'Europe de l'Ouest et de l'Est créent enfin des liens de solidarité. En Indonésie, une caravane de femmes se déplace d'île en île pour s'adresser aux autorités locales, pour leur demander de dénoncer la violence faite aux femmes et pour exiger des droits égaux pour toutes et tous.

Au Québec

Le 14 octobre, plus de 40 000 personnes, surtout des femmes, participent à des marches locales, régionales ou au rassemblement national, à Montréal.



La plus grande manifestation féministe jamais tenue au Québec! Au total, 17 comités régionaux et 110 organisations locales travaillent d'arrache-pied à l'organisation des actions. Le 14 octobre, 1 000 bénévoles provenant de divers milieux mettent la main à la pâte. Dans plusieurs cégeps, les thèmes de

la pauvreté et de la violence faite aux femmes sont étudiés dans le cadre de cours de sciences humaines. Des associations étudiantes montent des kiosques d'information. Les revendications québécoises sont analysées dans de multiples groupes, syndicats et mouvements sociaux. Des municipalités, des CLSC, des corporations professionnelles et même des conseils paragouvernementaux les appuient.

En Abitibi-Témiscamingue, à Châteauguay, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et sur la Côte-Nord, Québécoises et Autochtones se rassemblent dans des marches, des caravanes et des activités culturelles. À Montréal, des centaines de Québécoises de toutes origines marchent ensemble.

Pourtant, les gains obtenus auprès des gouvernements sont loin d'être à la hauteur des attentes des femmes et de la FFQ. Ce n'est pas faute d'efforts. Les actions de mobilisation et les rencontres entre le gouvernement du Québec et la FFQ ont beau se multiplier, les réponses aux 21 revendications sont décevantes : quelques pas pour lutter contre la violence faite aux femmes ; des miettes pour les femmes en situation de pauvreté. Notamment, la satisfaction est mitigée quant au soutien financier des ressources qui interviennent auprès des femmes victimes de violence sexuelle et à la campagne de sensibilisation sur les diverses facettes de la violence faite aux femmes. Néanmoins, l'accueil est favorable à l'allocation versée aux immigrantes qui étudient le français ainsi qu'aux divers comités qui travaillent sur les questions relatives aux violences dont les femmes sont victimes et sur les discriminations vécues par les travailleuses du sexe.

En réponse aux revendications

Certaines réponses sont soit très évasives, soit carrément insuffisantes :

- Les maisons d'hébergement connaissent une petite augmentation de leur budget, toutefois insuffisant pour répondre aux besoins réels des femmes victimes de violence conjugale ;
- Rien à propos de mesures concrètes favorisant l'accès aux études pour les étudiantes et étudiants qui ont des enfants et pour celles et ceux qui étudient à temps partiel ;
- Rien sur l'accès des femmes qui demeurent au foyer pour s'occuper à temps complet de jeunes enfants ni à un régime de rentes qui les protégerait de la pauvreté lors de la retraite ;
- Rien sur la diminution du parrainage de 10 ans à 3 ans pour toutes les personnes immigrantes⁸ ;
- Obtention d'un projet de loi sur l'accès à l'égalité, qui est un pas dans la bonne direction, mais qui ne reconnaît pas l'existence de problèmes spécifiques des femmes des minorités visibles, autochtones et en situation de handicap ;
- Engagement d'arrimer la politique familiale avec l'ensemble des politiques sociales, mais aucune augmentation des allocations familiales, incluant celles pour les familles en situation de pauvreté ;
- Les engagements électoraux en matière de logements sociaux ne sont même pas respectés intégralement ;
- Les centres de femmes n'ont aucune augmentation de leur budget ;
- L'augmentation de 10 sous du salaire minimum ne permet même pas aux travailleuses et travailleurs de rattraper la perte de leur pouvoir d'achat depuis deux ans. Et comble d'indécence, cette augmentation entrera en vigueur seulement au 1^{er} février 2001.

⁸ En 1995, obtention de la réduction de la période de parrainage pour les femmes parrainées par leur mari. La demande, en 2000, est d'étendre ce gain à l'ensemble des personnes immigrantes.

Le mouvement des femmes dénonce avec vigueur l'insuffisance des mesures pour les femmes en situation de pauvreté. Les prestations d'aide sociale ne sont pas indexées. Le gouvernement fait ainsi le choix de condamner des milliers de personnes à la misère. Il reste sourd aux arguments en faveur d'une hausse des prestations et d'un barème plancher.

Au Québec, la Marche mondiale des femmes remporte un succès inespéré : une mobilisation impressionnante, une excellente couverture médiatique et une vaste campagne d'éducation populaire sur la pauvreté et la violence vécue par les femmes.

Le développement d'une
conscience féministe internationale
pour les Québécoises et la mise
en réseau de femmes de toutes
sortes de milieux : ce sont là nos
plus grands gains !



Une deuxième action d'envergure : la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*

En mars 2003, lors de la IV^e Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes à New Delhi, en Inde, en mars 2003, les déléguées décident de réaliser une action mondiale planifiée pour 2005. De fait, la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* sera rédigée. Elle sera inscrite dans la continuité des 17 revendications mondiales.

Notre volonté de construire ensemble une *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* répond à l'urgence de proposer des actions économiques, politiques, sociales et culturelles afin de rendre un autre monde possible.

Oui, il est possible de bâtir un monde fondé sur l'égalité entre les femmes et les hommes, entre tous les êtres humains et entre les peuples, dans le respect de notre environnement planétaire. Nous le crierons haut et fort !

Après un processus de consultation et de rédaction collective sur une période d'un an et demi, auquel participent des dizaines de groupes de toutes les régions du monde, la Charte est adoptée lors de la V^e Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes le 10 décembre 2004 à Kigali, au Rwanda.

La Charte mondiale
des femmes propose un monde
basé sur 5 valeurs :
l'égalité, la liberté, la solidarité, la
justice et la paix.

Dans ce monde, l'exploitation, l'oppression, l'intolérance et les exclusions sont abolies, et l'intégrité, la diversité, les droits et les libertés de toutes les femmes et de tous les hommes sont respectés.

L'élaboration de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* illustre clairement l'effort réalisé par la Marche pour refléter la diversité des groupes participants. Cela nécessite ainsi de multiples échanges ainsi que la reformulation de nombreux énoncés pour que les mots traduisent correctement les idées autour desquelles les femmes se sont réunies. Chaque pays apporte ses analyses et fait entendre sa sensibilité, jusqu'à ce que le texte de la Charte soit finalement approuvé à Kigali.



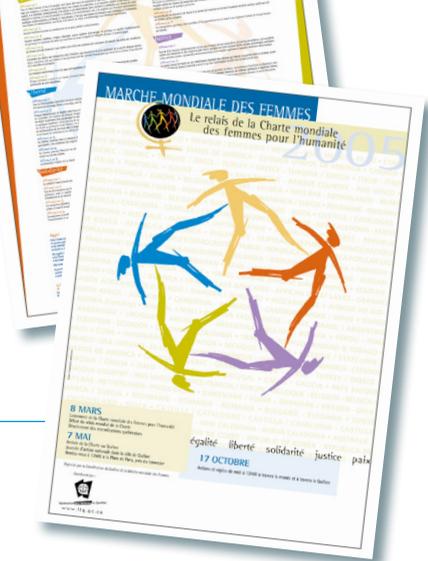
2005

Une marche à relais à travers le monde

Cinq ans après le premier succès de l'action internationale de 2000, une autre série de mobilisations est organisée autour du globe en 2005. Le 8 mars à São Paulo, au Brésil, avec 30 000 femmes dans les rues, s'amorce le relais mondial de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*, voyage à travers 53 pays et territoires des 5 continents, qui se termine le 17 octobre à Ouagadougou au Burkina Faso. Tout au long de ce parcours, des actions sont réalisées à l'échelle régionale et dans les zones frontalières. Des femmes de plusieurs pays, dont certains en conflit, se mobilisent ensemble.

À chaque arrêt, les femmes organisent des actions d'information et de sensibilisation. Elles présentent la *Charte mondiale des femmes*. Elles s'adressent aux mouvements alliés sur la nécessité de collectiviser les luttes. Elles interpellent leur gouvernement.

Dans chaque pays, les femmes réalisent un carré de courtepoinette. Des dizaines de carrés assemblés composent la courtepoinette de la solidarité mondiale. Cette œuvre collective illustre les valeurs portées par les femmes qu'elles ont inscrites dans la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*.



La Charte mondiale des femmes accueillie à Québec

C'est dans la ville de Québec, le 7 mai 2005, que 15 000 personnes – femmes, hommes et enfants – accueillent la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*, arrivée par le traversier de Lévis en compagnie de déléguées internationales. « Nous sommes les mères de cette charte, nous, mères de l'humanité, et à travers cette charte, nous affirmons notre volonté de créer un monde meilleur », affirme Safiétou Diop, déléguée du Sénégal, au moment de mettre le pied sur la terre ferme.

Après une grande marche populaire conduite par une femme autochtone dans les rues sinueuses de Québec, la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*, transmise de main à main par plus de 2 000 femmes émues, est portée devant l'Assemblée nationale du Québec. Par cette action, le mouvement des femmes rappelle ses luttes, célèbre ses victoires, mais, surtout, dit haut et fort les changements nécessaires pour que les valeurs de la Charte (égalité, liberté, solidarité, justice et paix) se réalisent pleinement au Québec et dans le monde. Les cinq valeurs de la Charte ont inspiré les revendications québécoises :

- **L'égalité**, par une politique globale en matière de condition féminine ainsi que par le maintien du Conseil du statut de la femme et du Secrétariat à la condition féminine ;
- **La liberté**, à travers une entente avec le gouvernement fédéral pour protéger les femmes migrantes victimes de trafic ;
- **La solidarité**, par la couverture des besoins essentiels des personnes à l'aide sociale et des étudiantes et étudiants qui reçoivent des prêts et bourses ;
- **La justice**, avec la fin des disparités de traitement pour les travailleuses et les travailleurs atypiques et l'obtention du statut de salariées pour les personnes inscrites à des programmes d'intégration en emploi ;



- **La paix**, à travers une grande campagne de sensibilisation et d'éducation répartie sur 10 ans contre la violence envers les femmes⁹.

Réponses du gouvernement aux revendications

- **À la revendication portant sur la mise en place d'une grande campagne publique de sensibilisation et d'éducation contre les violences faites aux femmes :**

En réponse, le Plan d'action gouvernementale en matière de violence conjugale, adopté en décembre 2004, est évoqué.

- **À la revendication portant sur la couverture des besoins essentiels pour les personnes dont les revenus proviennent de la sécurité du revenu et du régime de prêts et bourses :**

Aucune réponse n'est apportée.

- **À la revendication sur l'égalité :**

Les travaux réalisés sur le concept d'égalité et les mesures déjà mises en place par le biais de divers programmes depuis plusieurs années sont rappelés aux manifestantes. Cette revendication est toujours portée après l'action de 2005 et des gains sont réalisés en 2007.

- **Sur la question du travail atypique et sur les droits des femmes migrantes victimes de trafic :**

Des avancées ont été faites par la mise en place de comités de travail et par un engagement à entamer des démarches avec le gouvernement fédéral en vue d'une entente pour protéger les droits des femmes victimes de trafic.

9 Pour plus d'informations, voir le communiqué de presse de la FFQ [En ligne] cdeacf.ca/actualite/2005/10/17/reponses-aux-reponses-gouvernementales-cinq-revendications (consulté le 5 juin 2020)

2008 Une action contre la pauvreté

« Sortir de la pauvreté est un choix de société », voilà le message que lancent haut et fort des centaines de femmes lors d'une manifestation devant le parlement à Québec, le 31 mai 2008.

Cette manifestation constitue le point culminant de la Campagne pour l'autonomie économique des femmes, menée par la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes. Près de 600 femmes encerclent le parlement, formant une chaîne humaine pour réclamer, de toute urgence, une hausse du salaire minimum, la pleine indexation des prestations d'aide sociale et la gratuité des médicaments pour les personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Elles demandent également que les pensions alimentaires versées aux enfants ne soient plus soustraites des prestations d'aide sociale ou des prêts et bourses. Cette action de la Marche mondiale des femmes vient en appui aux luttes menées par le Front commun des personnes assistées sociales et par le Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Le 4 novembre, la ministre des Finances annonce la pleine indexation des prestations d'aide sociale versées aux personnes aptes au travail, et ce, à compter du 1^{er} janvier 2009.

2010

D'autres actions mondiales

En octobre 2008 a lieu à Panxón, en Espagne, la VII^e Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes, 10 ans après la première. Au total, 136 femmes déléguées de 48 coordinations nationales de toutes les régions du monde participent à cette rencontre et décident des actions qui seront menées en 2010 autour de 4 grands champs d'action.

Au Québec, les femmes ajoutent à ces quatre grands champs d'action un volet sur les droits des femmes autochtones et des revendications définies par elles.

11 grandes revendications solidement ancrées dans la réalité des femmes d'ici

● Travail – autonomie économique

- Une augmentation du salaire minimum pour que les personnes qui travaillent 40 heures/semaine puissent atteindre un revenu annuel équivalant au seuil de faible revenu ;
- L'abolition des catégories à l'aide sociale (aptés et inaptés) pour garantir à toutes ces personnes un revenu minimal qui assure la couverture des besoins vitaux ; un revenu devant faire l'objet d'une indexation annuelle.

● Bien commun – accès aux ressources

- La fin de la privatisation des services publics et du bien commun (santé, éducation, eau, énergie éolienne, etc.) ;
- Le refus de toute augmentation de tarif de tous ces services.

● Violence

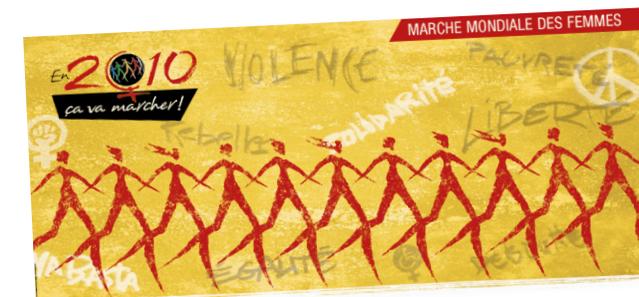
- La mise en place de mesures concrètes pour prévenir et pour combattre les violences envers les femmes, en commençant par la lutte contre l'hypersexualisation et la marchandisation du corps des femmes ;
- La mise en place de cours spécifiques d'éducation à la sexualité dans une perspective de rapports égalitaires ;
- La garantie, par le gouvernement fédéral, du droit inaliénable des femmes d'avoir ou non des enfants et, conséquemment, des services gratuits et accessibles d'avortement dans toutes les régions du Québec.

● Paix et démilitarisation

- L'interdiction, par le gouvernement du Québec, du recrutement militaire dans tous les établissements d'enseignement du Québec ;
- Le retrait immédiat des troupes canadiennes en Afghanistan.

● Droits des femmes autochtones

- La signature par le Canada de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ;
- La mise en œuvre de cette déclaration en portant une attention particulière sur les droits des femmes et sur ceux des enfants autochtones.



De nombreuses actions locales, régionales et nationales ponctuent cette III^e Marche mondiale. Comme précédemment, le lancement de la marche a lieu le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, et sa clôture a lieu le 17 octobre, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.

- C'est le 8 mars qu'est lancée la III^e Marche mondiale des femmes par une action d'éclat au Complexe Desjardins à Montréal sous le thème : Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche.
- Le 7 et le 14 octobre, une action à l'Assemblée nationale précède la rencontre avec la ministre responsable de la Condition féminine. En réaction au mutisme gouvernemental, une occupation de son bureau s'organise le 14 octobre.
- Du 12 au 16 octobre, cinq journées de marche sont organisées dans les régions, une pour chacun des cinq grands thèmes de la marche de 2010.
- La clôture de la marche québécoise a lieu le 17 octobre à Rimouski, où 10 000 personnes défilent dans les rues. De plus, 13 000 participantes sont rejointes par les actions locales, régionales ou interrégionales.

Pendant ce temps, des déléguées des cinq continents se rendent en République démocratique du Congo pour l'événement international de clôture de la Marche mondiale des femmes.



En réponse aux revendications

Rappelons que le contexte est beaucoup moins favorable qu'en 2000 et en 2005. En plus du mythe de l'égalité déjà acquise, c'est dans un contexte d'austérité que sont présentées les revendications. Les femmes doivent ainsi faire face à l'indifférence du gouvernement libéral, à l'organisation de la droite et à la concentration des médias. Malgré tout, le mouvement des femmes obtient quelques gains dont :

- Le retour prévu des cours de sexualité dans les écoles ;
- Le recul du gouvernement du Québec par rapport à l'imposition d'un ticket modérateur en santé ;
- La décision d'Ottawa de signer la *Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones*.

On constate avec la Marche mondiale des femmes de 2010 qu'il subsiste une méconnaissance de l'analyse féministe par de grands segments de la population. De plus, il reste encore du travail à faire auprès des femmes immigrantes, racisées et en situation de handicap, ainsi que des ponts à développer avec les mouvements antiguerres, écologistes et étudiants.

Néanmoins, des observations positives ressortent de ce bilan :

- Une grande participation des jeunes femmes ;
- Une plus grande visibilité de la mobilisation dans les régions ;
- Plus de liens avec des femmes autochtones.



2015

La quatrième Marche mondiale des femmes

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, des femmes de partout au Québec organisent, entre le 4 et le 13 mars, des actions ainsi que des activités de mobilisation et d'éducation populaire afin de marquer le lancement de la IV^e Marche mondiale des femmes. Sous le thème, *Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires*, les militantes donnent le ton des actions à venir en mettant l'emphase sur les résistances des femmes, sur le développement des solidarités, sur la construction de solutions de rechange pour une société basée sur l'égalité et la justice pour toutes, et sur la protection de l'environnement.

Au Québec, l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) rend public, le 1^{er} mars, une analyse de l'impact des mesures d'austérité sur les femmes. Cette étude montre que si les mesures de relance ont d'abord favorisé les hommes, les mesures d'austérité, quant à elles, ont surtout affecté les femmes. Elles se trouvent donc doublement perdantes¹⁰.

10 Ève-Lyne Couturier et Simon Tremblay-Pépin (2015), *Les mesures d'austérité et les femmes : Analyse des documents budgétaires depuis novembre 2008*, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). Cette étude a été rendue possible par la contribution de l'Intersyndicale des femmes.



Entre le 8 mars et le 17 octobre, la Marche mondiale des femmes engage les femmes, les féministes et d'autres mouvements sociaux dans une large mobilisation locale, régionale, nationale et internationale pour contrer diverses formes de dépossession et d'appropriation du corps des femmes, de la Terre et des territoires au nom de l'austérité, du développement économique, de la quête du profit ou de la militarisation. Au cœur de cette mobilisation : les enjeux soulevés par l'exploitation du travail des femmes d'ici et d'ailleurs dans le monde, les changements climatiques, les coupes dans les services publics et les programmes sociaux, la disparition et l'assassinat des femmes autochtones, ainsi que le rôle des minières canadiennes dans le monde et leurs incidences sur la santé, le bien-être et la sécurité des femmes.



L'approche retenue, en 2015, diffère significativement de celles des autres éditions et est en droite ligne avec le bilan de l'édition 2010 puisqu'elle est basée sur une démarche d'éducation populaire.

En effet, « plutôt que d'interpeller les décideurs, les militantes ont invité les individus à se mobiliser avec elles pour s'opposer aux systèmes d'oppression et créer des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples¹¹ ».

11 Conseil du statut de la femme (CSF), *Marche mondiale des femmes*, Gouvernement du Québec. [En ligne] csf.gouv.qc.ca/egalite-et-societe/marche-mondiale-des-femmes/ (consulté le 30 mars 2020)

Les revendications

La mobilisation de la Marche mondiale des femmes se fait en mettant l'accent sur :

- Les résistances des femmes ;
- Le développement des solidarités ;
- La recherche de solutions de rechange visant une société égalitaire et la justice pour toutes ;
- La protection de l'environnement.

Ainsi, les militantes mettent en relief les enjeux suivants :

- L'exploitation des femmes d'ici et d'ailleurs ;
- Les changements climatiques ;
- Les coupes dans les services publics et les programmes sociaux ;
- La disparition et l'assassinat des femmes et des filles autochtones ;
- Le rôle des minières canadiennes dans le monde et leurs incidences sur la santé, le bien-être et la sécurité des femmes¹².

La mobilisation de 2015 permet certaines avancées :

- Le renforcement des liens avec les femmes autochtones du Québec ;
- Le développement des solidarités avec les militantes écologistes ;
- La prise en compte de la diversité des femmes dans les actions organisées et les enjeux débattus ;
- Une meilleure compréhension des effets combinés des systèmes d'oppression sur les femmes et sur d'autres groupes opprimés.

12 Emilia Castro, Clôture de la 4^e action internationale de la Marche mondiale des femmes, *Presse-toi à gauche !*, 2015.

2016 L'amorce de plusieurs changements

La Déclaration de la Marche mondiale des femmes

En octobre 2016, la X^e Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes a lieu, à Maputo, au Mozambique. Le 15 octobre, une déclaration commune y est adoptée, sous le thème *Femmes en résistances, construisant des alternatives pour un monde meilleur*, dont voici quelques extraits :

[...] Nous revendiquons nos droits pour reprendre le contrôle de nos corps, notre terre et nos territoires.

De ce monde chaotique, nous croyons qu'un autre monde est possible.

[...] À la Marche mondiale des femmes nous travaillons à augmenter le pouvoir et l'autonomie économique des femmes. Nous croyons à la redistribution de la richesse et à l'économie solidaire.

Nous dénonçons la montée des fondamentalismes religieux et les politiques impérialistes et nous souhaitons un monde juste, sans oppression, sans aucune force militaire, où les femmes et les peuples ont droit à l'autodétermination et où les droits humains sont respectés.

[...] Le mouvement de la Marche mondiale des femmes trouve sa force dans la diversité.

[...] Nous les femmes de la Marche mondiale luttons contre l'hétéro-patriarcat, le capitalisme et le colonialisme et contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations.

[...] Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche¹³.

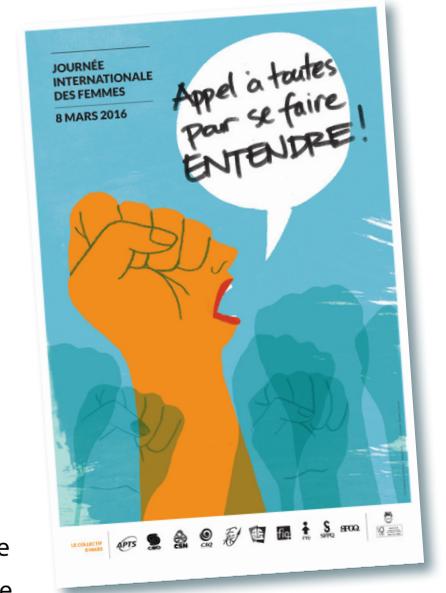
Des changements à la CQMMF

Jusqu'alors, la Coordination du Québec pour la Marche mondiale des femmes (CQMMF) était sous la gouverne de la FFQ. À l'automne 2018, elle est constituée en organisme sans but lucratif.

Ce regroupement national féministe a pour mission de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes, ainsi qu'à contribuer à l'élimination de la pauvreté et de la violence envers les femmes.

La CQMMF est composée d'une quarantaine de groupes membres ; tables régionales de groupes de femmes, coalitions régionales de la Marche mondiale, regroupements nationaux de groupes de femmes, comité de femmes de

¹³ Marche mondiale des femmes (2016), *Femmes en résistances, construisant des alternatives pour un monde meilleur*, Déclaration de la Marche mondiale des femmes, 10^e réunion de la Marche mondiale des femmes. [En ligne] www.ffq.qc.ca/declaration-de-la-marche-mondiale-des-femmes (consulté le 31 mars 2020)



regroupements mixtes ou de syndicats nationaux. La CQMMF est administrée par un comité de coordination composé de 10 membres élues en assemblée générale (5 groupes régionaux et 5 groupes nationaux). Cinq comités de travail appuient le comité de coordination : solidarité internationale, éducation populaire autonome féministe, financement, communications et action politique-mobilisation¹⁴.

L'enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées

Après de nombreuses demandes des communautés autochtones, le gouvernement du Canada lance, le 3 août 2016, une enquête nationale indépendante sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, enquête dont la présidence est confiée à la juge autochtone Marion Buller. Le rapport final est rendu public le 3 juin 2019.

Dans ce rapport, on qualifie de génocide canadien le sort réservé aux Autochtones du pays, et tout particulièrement aux femmes¹⁵.

Le rapport contient plus de 200 recommandations pour mettre fin aux discriminations vécues par les Autochtones et ainsi s'attaquer à la racine des violences subies par les femmes autochtones : réforme des lois, amélioration de l'accès à la santé, de leur situation socio-économique, etc.

14 Patricia Rivet (2019), *La Marche mondiale des femmes 2020*, FNEEQ-CSN.

15 Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019), *Réclamer notre pouvoir et notre place*, Sommaire du rapport final, p. 4. www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Le-sommaire.pdf (consulté le 5 juin 2020)

Un rapport spécifique à la situation québécoise est déposé, rapport dans lequel les commissaires stipulent que :

Les survivantes ainsi que les femmes qui ont disparu ou qui ont été assassinées ont toutes en commun d'être nées dans un monde où le fait d'être à la fois femmes et autochtones les place en situation d'inégalité tant sur le plan socio-économique ou juridique que sur celui de la santé. Il est évident que les femmes autochtones au Québec n'ont pas les mêmes possibilités que leurs paires québécoises de s'épanouir et de réaliser leurs rêves¹⁶.

Parallèlement, au Québec, une autre commission d'enquête est mise en place afin de documenter les relations entre les Autochtones et certains services publics : la commission Viens. Cette commission est déclenchée après les dénonciations de femmes autochtones de Val-d'Or, portant sur les abus policiers qu'elles vivent. Bien qu'elle met en lumière des fautes commises par les services publics québécois, cette commission ne répond pas à la demande initiale. En effet, l'organisme Femmes autochtones du Québec (FAQ) regrette que cette commission ne prennent pas en compte la particularité des femmes autochtones.

16 Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019), *Réclamer notre pouvoir et notre place : un rapport complémentaire de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, Kepec-Québec, p. 151. [En ligne] www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-complémentaire_Québec.pdf (consulté le 31 mars 2020)

2020

La prochaine Marche mondiale des femmes

L'année 2020 est bouleversée par la pandémie due à la COVID-19. Devant l'incertitude de pouvoir tenir un rassemblement, la CQMMF décide de repousser l'action prévue pour le 17 octobre 2020, tout en poursuivant les actions de mobilisation parmi les groupes féministes québécois. Les mobilisations et les actions de la Marche mondiale des femmes de cette édition tournent autour de cinq grandes thématiques.

Extrait des Revendications 2020 de la Coalition du Québec de la Marche mondiale des femmes :

- **Pauvreté**
Reconnaître pleinement la valeur du travail des femmes en assurant un revenu qui couvre tous les besoins essentiels, notamment, en haussant immédiatement le salaire minimum à 15 \$ de l'heure.
- **Violence**
Reconnaître toutes les formes de violences faites aux femmes, les dénoncer, et contribuer à leur élimination, notamment en déployant une campagne nationale de sensibilisation en partenariat avec les organismes d'action communautaire autonome offrant des services spécifiques aux femmes et en rehaussant le financement à la mission globale de ces derniers.

- **Justice climatique**

Dans la perspective d'une transition écologique porteuse de justice sociale, nous exigeons du gouvernement qu'il mette en place des mesures d'accès à l'eau potable ainsi qu'à une alimentation de qualité à un prix accessible en adoptant une agriculture de proximité intégrant des principes de l'agroécologie et d'économie circulaire.

- **Femmes migrantes, immigrantes et racisées**

Puisque les femmes migrantes, immigrantes et racisées sont victimes de discrimination systémique, sexiste et raciste, nous exigeons la mise en place de mesures inclusives, qui tiennent compte de la complexité de leurs parcours d'intégration et qui leur garantissent un accès aux services et la pleine réalisation de leurs droits, indépendamment de leur statut migratoire.

Nous demandons au gouvernement de reconnaître et de prendre en compte les expertises des groupes qui défendent les intérêts de ces dernières.

- **Femmes autochtones**

Malgré la tenue de deux commissions d'enquête, malgré les discours engagés et les promesses provenant des gouvernements canadien et québécois, les violences et les agressions sexuelles vécues par les femmes et les jeunes filles des communautés des Premières Nations sont malheureusement toujours d'actualité.

C'est pourquoi Femmes autochtones du Québec (FAQ) avec les membres de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) ont convenu de marcher, ensemble, au cours de l'année 2020.



Les violences et les agressions sexuelles envers les femmes des Premières Nations : assez, c'est assez !

NOUS EXIGEONS ET RÉCLAMONS

- que la justice s'applique pour que les femmes et les jeunes filles autochtones obtiennent réparation et le respect de leurs droits ;
- que les forces policières cessent leur pratique de profilage racial et d'interpellation policière, les femmes autochtones ont 11 fois plus de risque de se faire interpellé que les femmes blanches ;
- la réparation pour la stérilisation forcée des femmes autochtones ;
- la mise en place de mesures concrètes pour sécuriser la vie et le quotidien des femmes autochtones.

NOUS RECOMMANDONS

- que les ressources humaines et financières soient attribuées aux organismes et communautés qui luttent pour sécuriser les milieux de vie ;
- qu'un encadrement et une formation spécifiques sur le respect des droits des femmes autochtones soient donnés aux corps policiers canadien et québécois ;
- que des mécanismes de réparation soient mis en place en collaboration avec les associations et groupes représentant les femmes et communautés autochtones ;
- une campagne de sensibilisation auprès de la population québécoise pour déconstruire les préjugés et lutter contre le racisme envers la population autochtone.¹⁷

17 Revendications 2020. cqmmf.org/documentation.html (consulté le 8 octobre 2020)



Encore aujourd'hui Nous sommes toujours en marche

Nous, les femmes marchons depuis longtemps pour dénoncer et exiger la fin de l'oppression que nous vivons en tant que femmes, pour dire que la domination, l'exploitation, l'égoïsme et la recherche effrénée du profit menant aux injustices, aux guerres, aux conquêtes et aux violences ont une fin. De nos luttes féministes, de celles qu'ont menées nos aïeules sur tous les continents, sont nés de nouveaux espaces de liberté, pour nous-mêmes, pour nos filles, pour nos fils et pour toutes les petites filles et tous les petits garçons, qui, après nous, fouleront ce sol. Nous bâtissons un monde où la diversité est un atout et où tant l'individualité que la collectivité sont sources de richesse, où les échanges fleurissent sans contraintes, où les paroles, les chants et les rêves bourgeonnent. Ce monde considère la personne humaine comme une des richesses les plus précieuses. Il y règne l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix. Ce monde, nous avons la force de le créer.

Nous formons plus de la moitié de l'humanité. Nous donnons la vie, travaillons, aimons, créons, militons, nous distrayons. Nous assurons actuellement la majorité des tâches essentielles à la vie et à la continuité de cette humanité. Pourtant, notre place dans la société reste sous-évaluée.

Nous proposons de construire un autre monde où l'exploitation, l'oppression, l'intolérance et les exclusions n'existent plus, où l'intégrité, la diversité, les droits et libertés de toutes et de tous sont respectés.

Par cette Charte mondiale des femmes pour l'humanité et par les actions à venir, nous réaffirmons qu'un autre monde est possible, un monde rempli d'espoir, de vie, où il fait bon vivre et nous déclarons notre amour à ce monde, à sa diversité et à sa beauté.¹⁸

Depuis la Marche *Du pain et des roses* de 1995 et à chacune des éditions de la Marche mondiale des femmes, nous marchons pour mettre fin à la pauvreté et à la violence.

Nous sommes syndicalistes, étudiantes, militantes dans un groupe de femmes, dans un groupe communautaire... Nous sommes féministes ! Nous sommes travailleuses, soit dans les services publics, soit au privé, et nous nous mobilisons pour le maintien de services publics de qualité accessibles à toute la population. Les services publics sont importants pour la qualité de vie de toutes et tous, et ils sont essentiels pour la participation des femmes au marché du travail.

Nous sommes différentes et semblables. Ensemble, plurielles, nous poursuivons nos actions afin d'accélérer la trop lente progression vers l'égalité et l'autonomie des femmes.

Nous sommes fortes de nos voix mises en commun, de nos voix qui parlent au nom de toutes les femmes. Nous sommes engagées dans la construction d'un monde basé sur les valeurs de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* ; d'un monde d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix. Avec les femmes de partout sur la Terre, nous formons une longue chaîne de solidarité. Nous poursuivons notre marche, la Marche mondiale des femmes.

¹⁸ Préambule de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*.

Un mouvement irréversible !



Chaque Marche mondiale des femmes a été une occasion de mobiliser les femmes, de nouer des alliances et de mener de nouveaux combats.

La Marche mondiale des femmes est devenue un mouvement mondial d'actions féministes rassemblant des groupes et des organisations œuvrant pour éliminer les causes qui sont à l'origine de la pauvreté et de la violence envers les femmes. Un mouvement irréversible de lutte contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations vécues par les femmes.

Tant que toutes les femmes
ne seront pas libres,
nous serons en marche !



2000
2005
2010
2015
2016
2020
ooo

Une initiative de
l'Intersyndicale des femmes.

L'histoire de la
Marche mondiale des femmes
est racontée à travers ses
moments fondateurs, depuis
la Marche *Du pain et des roses*
de 1995 et les actions de 2000
à celles d'aujourd'hui.

Recherche et rédaction

Michèle Asselin
Marie Pelchat

Coordination

Intersyndicale des femmes

Conception graphique,
illustration de la couverture

Lorraine Beaudoin,
AlphaZULU, services d'imagination

Intersyndicale des
femmes